

NOUVEAU!
• La leçon d'économie à débattre
• Le fest des nouveautés high-tech
• Le budget d'une famille à la loupe...

N° 261 JUIN 2013

3,50 €

Capital

La rigueur sans casser la croissance, c'est possible! p.22



Miko 1^{er}
Roi des esquimaux



CONTRATS PUB
Les stars trop payées!



Kronenbourg Heineken, le match

RETRAITE

Selon votre âge tout ce qui va changer

Les conséquences des prochaines réformes...
et les bons placements pour doper votre future pension

ILS INNOVENT, MODERNISENT, PROPOSENT DES SOLUTIONS...

LES 200

QUI VONT RÉVEILLER LA FRANCE



BEL: 4 € - CH: 7 CHF - CAN: 7.99 CAD - D: 5 € - ESP: 4.50 € - GR: 4.50 € - ITA: 4.50 € - LUX: 4 € - PORT. CONT.: 4.50 € - DOM: 5.20 € - MAY: 9 € - Maroc: 39 DH - Tunisie: 4 TND - Zone CFA Avion: 4 700 XAF - Zone CFP Avion: 1 300 XPF

M 04134 - 261 - F: 3,50 €

P. 67 Réforme
de l'Etat et des
collectivités locales



Gérard Collomb
Maire de Lyon

P. 68
Education



Jean-Philippe Leone
Directeur de l'École
d'Économie de Toulouse

P. 70
Emploi



Philippe De Gibon
Cofondateur de Converg
Télémarketing

P. 72
Santé



Laurent Levy
Cofondateur de Navisavia



Laurent Le Bon
Conseil Pompidou de Metz

P. 74 Culture



DOSSIER



Bruno Maisonnier
Fondateur d'AlloRobot

P. 76 Filières
économiques



Olivier Barbudeau
Carnegie Property

P. 80
Logement



P. 82
Transports

Vincent Feltesse
Président de la communauté
urbaine de Bordeaux



Catherine Le Tyrant
Maire de Montbéliard (BO)

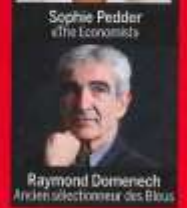
P. 84 Énergie et
environnement



Marc Simoncini
Patron de Senseo.com



Sophie Pedder
«The Economist»



Raymond Domenech
Ancien sélectionneur des Bleus

P. 86
Controverses

ILS VONT RÉVEILLER LA FRANCE

EMPLOI

Page réalisée
par Bruno Declairieux

Ils prouvent, en relocalisant, que notre industrie n'est pas condamnée

Quel point commun entre les skis Rossignol à Sallanches, les tablettes numériques Qooq à Montceau-les-Mines, les brosses à dents La Brosserie française à Beauvais ou la fonderie Loiselet à Dreux ? Leurs patrons, **Bruno Cercley, Jean-Yves Hepp, Olivier Remoissonnet et Sylvain Loiselet** bravent le défaitisme ambiant en relocalisant tout ou partie de leur production, située auparavant en Asie. «Vu les coûts de transport – 1 million d'euros par an – et les problèmes de qualité et de délais rencontrés sur place, j'ai décidé de fermer mes deux usines chinoises, près de Pékin», raconte Sylvain Loiselet, dont la fonderie familiale, spécialisée dans la fonte de voirie et les pièces industrielles, a mis en route en septembre dernier une usine à Dreux. Pour être compétitif, ce patron a conçu une chaîne très automatisée, capable de fabriquer des pièces de fonte en grande série. L'investissement ? 17 millions d'euros, dont 6,5 accordés par l'Etat au titre de l'aide à la réindustrialisation et 5 des banques, celles-ci n'ayant pas été faciles à convaincre... Déjà 35 millions d'euros de commandes ont été enregistrées chez les fabricants de tracteurs agricoles et de trains. Bilan : 85 emplois créés.

Ils offrent une seconde vie aux ouvrières du textile laissées sur le carreau

En dix ans, le secteur du textile a perdu plus de 25 000 emplois en France, laminé par les pays à bas coûts. Dans la Vienne, **Didier Degrand, Béatrice Mongella et Christelle Bois** ne baissent pas les bras. Ces cadres d'Aubade ont lancé leur marque de lingerie, Indiscrète, avec des ouvrières licenciées en 2010. «On a trouvé un nouveau créneau, la vente à domicile et le sur-mesure à la commande», explique Béatrice, ancienne responsable d'atelier. Pour 2013, elle prévoit 1 million d'euros de chiffre d'affaires. Réflexe patriotique aussi en Rhône-Alpes, après la liquidation de Lejaby en 2012. L'ex-DG de Chantelle, **Alain Prost**, a repris

la marque (193 emplois sauvés à Rillieux-la-Pape), tandis qu'un atelier à Bourg-en-Bresse a été relancé par la cofondatrice de Princesse Tam-Tam, **Assya Hirdjee**, pour sa nouvelle ligne, Monette. A Villeurbanne, une patronne d'agence de com, **Muriel Pernin**, s'est, elle, associée avec des anciens de Lejaby pour faire de la sous-traitance de luxe. Gonflée, elle a réuni 500 000 euros auprès d'investisseurs publics et privés dont 80 000 par souscription sur Internet !

Il embauche des seniors et s'en félicite tous les jours

Les seniors représentent 30% des chômeurs de plus d'un an. **Philippe De Gibon**, lui, les drague. Parmi les 230 salariés de Convers Télémarketing, basé à Nice, 30% ont plus de 50 ans. Selon lui, ils sont plus faciles à gérer que les jeunes et au téléphone leur voix posée rassure. Dernier atout : un faible turnover, 9% contre 25% chez les concurrents. Pour les attirer, il leur propose un temps de travail modulable avec quatre forfaits (de 20 à 35 heures par semaine), modifiables deux fois par an.



Philippe De Gibon

Il remet les exclus sur le marché du travail

Plus de 1 000 sociétés représentant 55 000 salariés pour 850 millions de chiffre d'affaires ! Les entreprises d'insertion jouent un rôle clé dans l'embauche des jeunes en difficulté, RMistes, chômeurs de longue durée... **Laurent Laïk**, ancien chef de projet chez Cuisines Schmidt, a ainsi pris en 1997 la tête de La Varappe, une petite association créée par la commune d'Aubagne. En quinze ans, il en a fait une société réalisant 12 millions d'euros de chiffre d'affaires dans le BTP, les espaces verts ou les énergies renouvelables. «J'ai même fait rentrer des business angels dans le capital», s'amuse-t-il. L'Etat apporte certes un coup de pouce (9 681 euros par an et par temps plein). Mais ce n'est que justice.

Il reclasse les salariés de l'auto dans l'éolien

C'est la qualification qui prime, pas le secteur d'où l'on vient. **Eric Lemièrre**, cadre de Pôle emploi au Mans, le prouve par l'exemple. «Dans l'automobile et l'éolien, les compétences en usinage ou en soudure sont proches», note-t-il. Depuis 2008, ce conseiller a favorisé la création d'une filière de maintenance éolienne avec des industriels de la mécanique, le Greta (organisme de formation) et la région. Une centaine d'ouvriers du secteur auto ont bénéficié de ce programme. Autre projet, reconvertir des ouvriers agricoles à Saumur dans la production de la stevia, un substitut au sucre très en vogue.

Il a convaincu avant l'heure les syndicats de l'intérêt de la flexisécurité

Réduire provisoirement de 20% les salaires et le temps de travail. Quand, fin 2008, le DRH de Poclair Hydraulics eut cette idée pour parer à une brutale chute d'activité sans avoir recours à un plan social, les accords de compétitivité n'étaient guère d'actualité. «J'ai dû convaincre l'administration que tout était légal», se souvient **Alain**

Everbéq. Les délégués syndicaux ont accepté le principe, y compris le représentant de la CGT, contre l'avis de sa fédération. Et, sur 513 salariés, seuls 39 ont refusé et ont été licenciés. Début 2010, après neuf mois à ce régime, la situation est revenue à la normale et un tiers des bénéficiaires qui avaient pu être dégagés a même été redistribué.



Le Pôle emploi Auvergne.